

FAISONS GRANDIR NOTRE EMPREINTE SUR LA SOCIÉTÉ

FEUILLE DE ROUTE ESS FRANCE 2024/2027



En janvier, je vous faisais part de ma candidature à la présidence d'ESS France.

Je vous mentionnais également **mon souhait de travailler avec vous, les acteurs.rices de l'ESS, à un projet qui soit partagé, lisible, ambitieux, enthousiasmant et efficace**, pour toutes les batailles que nous avons à gagner ensemble. C'est en militant de l'ESS que je reviens vers vous, porteur de convictions et d'engagements forgés dans des cadres collectifs.

Les rencontres que j'ai menées depuis m'ont permis de préciser et de développer une vision de l'ESS que des années d'engagement et de responsabilités avaient bien sûr déjà muri, et d'aboutir à une première version de feuille de route que je vous propose à présent. Elle est alimentée et vient prolonger le travail mené ces dernières années par Jérôme Sadiet, l'ensemble des membres et les équipes.

En accord avec ma méthode de gouvernance qui privilégie toujours le travail collectif, ce document aura bien sûr vocation à se préciser, si je deviens président d'ESS France. **Je vous propose un projet vivant.** Tout en le mettant en œuvre résolument, je m'engage à travailler régulièrement avec les instances d'ESS France, les acteurs et les partenaires de l'ESS **afin qu'il soit toujours robuste et partagé par tous.** Ce sera l'objet d'un premier grand échange d'ici le congrès d'ESS France en juin.

Pour le résumer en quelques phrases, ce projet repose sur trois convictions profondes: notre société vit **un moment ESS** qu'il faut savoir saisir en faisant mouvement tous ensemble, sous l'impulsion d'une **équipe** rassemblée et efficace.

C'EST LE MOMENT ESS // L'ESS peut être **l'acteur de premier plan de trois grands rendez-vous de notre pays avec son avenir**: les grandes transitions en cours, qu'il faut réussir en mêlant sobriété, équité et efficacité; l'émergence d'une société post-Covid, qu'il faut prévenir et accompagner; la réinvention d'un récit pour la France, autour de la République sociale. Pour cela, il nous faut **marquer notre utilité et notre savoir-faire spécifiques autour de cinq défis majeurs**: concevoir et mettre en œuvre une transition écologique juste; changer de modèle d'entreprise; réinventer les protections et solidarités; refonder la citoyenneté; faciliter la vie et le quotidien des Français.

POUR FAIRE MOUVEMENT ENSEMBLE // Je vous propose d'organiser ce mouvement autour de cinq grands chantiers: profiter autant de notre unité que de notre diversité, en faisant d'ESS France **le parlement des acteurs de l'ESS**; faire vivre notre ADN et nos grandes spécificités, en portant et en faisant gagner une autre **vision de l'entreprise**; enfin changer d'échelle, avec l'adoption d'une **loi de programmation** de l'ESS et **une reconnaissance** à la hauteur de nos potentiels; s'ancrer mieux encore dans les territoires, en portant et en développant toutes nos **dynamiques locales**; porter une position forte à l'international, en mettant en œuvre une **diplomatie de l'ESS**.

AVEC UNE ÉQUIPE ENGAGÉE ET EFFICACE // Cette bataille à mener ensemble pour faire gagner nos acteurs et nos idées, faire vivre nos imaginaires, renforcer aussi bien notre ancrage local que notre position internationale, ce combat positif nécessite une **équipe ESS France** rassemblée et militante, autour d'une présidence engagée et pragmatique. Partant de notre projet, ensemble, nous obtiendrons **dix victoires majeures**, qui nous incarneront, nous rassembleront et nous ressembleront.

STÉPHANE JUNIQUE

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Stéphane Junique', written over a horizontal line.

UN MOMENT ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Nous vivons un moment ESS.

Par ses fractures, ses évolutions les plus significatives et les transformations majeures qu'elle appelle, notre société ouvre aujourd'hui de véritables opportunités pour faire gagner les idées et les approches de l'ESS. 10 ans après la loi ESS, une fenêtre s'ouvre pour une nouvelle étape. Les grandes transitions en cours agissent comme des leviers majeurs en faveur du modèle économique, écologique et social différent que porte l'ESS. Une société post-Covid émerge, avec des enjeux, des attentes et besoins nouveaux, et des usages profondément renouvelés. La France enfin cherche le récit qui la portera au XXI^e siècle, et régénérera cette République qui est au cœur de notre identité et nous lie de manière singulière aux yeux du monde. Pour être l'acteur de premier plan de ces trois moments clés et tirer tout le bénéfice possible d'un tel contexte, l'ESS peut et doit marquer son utilité et son savoir-faire spécifiques autour de cinq défis majeurs.

Le moment ESS, soyons l'acteur de premier plan des trois grands rendez-vous de notre pays avec son avenir

Faire de l'ESS un acteur de premier plan des grandes transitions

Urgences climatiques, nouvelles fractures sociales, tensions démocratiques, ruptures territoriales, angoisses personnelles... Le modèle qui organise notre développement depuis deux siècles est en crise. Transformer n'est plus une option, et nous savons qu'il n'y aura de transition réussie que si elle est juste et équitable. **Notre modèle alternatif éprouvé**, nos dynamiques dans de nombreux secteurs, nos filières d'excellence, nos acteurs engagés et notre ancrage local peuvent être mis **au service de la France et du monde en transition**, en offrant les solutions justes et humaines que l'époque appelle, et que nous expérimentons, mettons en œuvre et consolidons depuis de longues années.

Faire de l'ESS un acteur de premier plan de la société post-Covid

La crise du Covid a marqué une rupture, parfois en transformant dès à présent certains aspects de nos sociétés, le plus souvent en révélant ce qui peut et doit être changé. Comme l'attestent de nombreuses études d'opinion, et comme nous le sentons chaque jour, **il existe une envie d'après diffuse mais profonde.**

Des besoins nouveaux émergent, des usages se transforment, les perceptions changent et les acteurs voient leur image et leur position évoluer très vite, à l'instar de la société civile, de plus en plus agissante. Se soigner mieux, bien vieillir, travailler autrement, être protégé..., des attentes essentielles de notre époque appellent à favoriser **un modèle plus proche, d'abord humain et utile à tous, le nôtre.**

Faire de l'ESS un acteur de premier plan de la France et de République

L'ESS fait pleinement partie de l'histoire et de l'identité de la France. Solidarisme, mutualisations, coopérations, mouvement associatif, protections nouvelles... Les grandes inventions de l'ESS sont la source depuis deux siècles de progrès majeurs pour notre pays, tous encore bien vivants aujourd'hui. Mouvement d'innovation sociale, l'ESS est aussi une force de progrès qui toujours lutte contre les dangers les plus néfastes, tels les populismes et l'extrême-droite, en apportant des réponses concrètes aux besoins du moment. C'est ce récit d'invention sociale et de progrès qu'il faut résolument réaffirmer et inscrire dans le récit national, celui d'une **République sociale, combative et tournée vers demain.**

Le moment ESS pour tous ses acteurs, soyons utiles pour relever les 5 défis majeurs de notre société

Réussir des transitions justes, répondre équitablement aux nouveaux besoins et promouvoir une République d'innovation sociale et de progrès, **ces trois rendez-vous de la France et de l'ESS** peuvent s'articuler autour de **cinq défis majeurs**, cinq chantiers essentiels sur lesquels l'ESS peut marquer son utilité et son savoir-faire spécifiques. Portée par la société civile agissante, l'ESS est le lieu de tous les engagements, un pôle solide d'invention citoyenne et d'utopies concrètes, **une force utile au service des transformations tranquilles** de l'écologie, de l'économie, de l'égalité, de la démocratie et des quotidiens.

L'écologie: être utiles pour réussir une transition écologique juste

Gilets jaunes, crise paysanne, fractures alimentaires..., l'actualité récente démontre que **le principal danger pour notre pays serait de ne pas opérer son virage écologique de façon juste et équitable**. Si une transition bancalée crée de nombreux perdants, de nouvelles inégalités et des tensions de tous ordres, elle entame aussi profondément l'efficacité écologique et économique des transformations menées. Une transition juste n'est pas un supplément d'âme, c'est un impératif absolu. À ce titre, par ses approches et les solutions qu'elle porte, **l'ESS est un atout climat majeur pour notre pays, et facilitera** le passage à l'action du plus grand nombre de nos concitoyen.ne.s en les rendant acteurs.rices et porteurs.euses d'innovations de proximité.

L'économie: être utiles pour changer de paradigme économique et entrepreneurial

L'ESS n'est pas une économie de témoignage ni une économie de la réparation, la petite sœur vertueuse mais empêchée d'une économie capitaliste pour toujours dominante. Bien au contraire, dans un croisement progressif des modèles, en gagnant sur les imaginaires et les réalités, **l'ESS peut devenir le cœur de l'économie pour en changer le paradigme**. Notre **performance différente** et solidaire, demande une stratégie de développement économique reposant sur l'intercoopération pour structurer des filières et des écosystèmes puissants. Et cette stratégie doit se décliner aux trois niveaux micro (l'entreprise autrement), méso (les territoires) et macro (la théorie économique).

L'égalité: être utiles pour réinventer les protections et les solidarités

L'égalité est l'une des signatures majeures de l'ESS, que ce soit dans sa conception de l'entreprise (partage de la valeur et démocratie) ou dans les protections qu'elle a toujours inventées et portées (mutualisations et partages). Face aux nouveaux risques et sur beaucoup des inégalités d'aujourd'hui (femmes/hommes, accessibilités, discriminations, impacts du climat, vieillissements, précarité des jeunes...) elle propose des **solutions solidaires** qu'elle est seule à promouvoir. En cela, l'ESS a un rôle de transformation et de mise en mouvement de la société, autour de ses solutions. Pour leur donner toute leur place, il faut réaffirmer le pôle des solidarités actives dans le secteur social et médico-social (petite enfance, grand-âge, structures de soins low cost...) face au secteur **privé lucratif**, mais aussi plus généralement être à la tête du combat pour l'emploi décent, la lutte contre les inégalités et l'éducation populaire. L'ESS est une alternative à la financiarisation de pans entiers de l'action publique, des services publics, de la cohésion sociale alors que des errements et des dévoiements ont été mis à jour par différents scandales.

La démocratie: être utiles pour refonder la citoyenneté

Comment avancer si nous ne savons plus décider ensemble ? La démocratie est aujourd'hui profondément affaiblie, alors qu'elle est la condition de toutes nos réussites. Mouvement d'engagement naturellement benévole et citoyen, l'ESS peut être l'un des acteurs majeurs d'une indispensable refondation démocratique, **laquelle doit se concevoir à la fois dans et hors l'entreprise**. Tout en réaffirmant largement sa mission globale d'éducation populaire et d'émancipation, l'ESS peut démocratiser l'entreprise en contribuant activement au débat sur sa réforme (loi Pacte 2, CSRD...) et ses transformations positives. Elle offre plus largement des espaces d'engagement aux salarié.e.s de ses structures et aux bénéficiaires de ses actions. Cette participation contribue à l'effectivité de l'engagement citoyen dans les territoires comme à l'échelle nationale.

Le quotidien: être utiles pour changer la vie des Français.es

Déjà très présente dans certains domaines clés du quotidien des Français.es, dans lesquels elle peut mieux **affirmer ses valeurs, sa singularité et ses contributions** (santé, prévention et risque; banques et financement; agroalimentaire et distribution; agriculture; culture...), l'ESS doit **engager des chantiers neufs** comme autant de zones de conquêtes (mobilités; logement; alimentation; emploi...), pour être davantage encore la partenaire évident de la vie et de l'avenir de nos concitoyens.

FAIRE MOUVEMENT ENSEMBLE

Pour saisir ensemble ce moment ESS et en tirer tout le potentiel, qu'il soit tactique (gagner des positions) ou stratégique (convaincre d'un modèle alternatif), il nous faut faire mouvement.

Faire mouvement, c'est faire d'ESS France le parlement des acteurs de l'ESS

La République de l'ESS, initiée par Jérôme Saddier, nous a permis de réaffirmer ce qui rassemble la communauté humaine de l'ESS, ses valeurs comme son projet de société. Nous devons être forts autant de notre unité que de notre diversité pour faire entendre la voix et l'action de la société civile, être solidaire du plaidoyer de chaque mouvement mais aussi porter des causes ensemble et formuler des propositions dans le débat public. ESS France doit être le Parlement de l'ESS, **lieu de convergence, de débat et d'orientation pour l'ensemble de l'ESS.**

Ce Parlement devra rayonner au-delà des seuls acteurs et frontières de l'ESS pour **susciter et animer des alliances fortes et utiles** et entraîner dans le mouvement les différents cercles qui gravitent autour de l'ESS. Cela nous amènera à renforcer nos liens d'une part avec la société civile, comme nous le faisons déjà dans des institutions comme le CESE ou des coalitions

comme le Pacte du pouvoir de vivre, et d'autre part notre influence au sein des différentes forces politiques en contribuant à leurs universités d'été, à leurs formations ou à leur travail programmatique.

L'ESS doit prendre toute sa place **au cœur de la République** et fédérer largement autour de son projet. Nous sommes le cœur battant de la société civile et l'un des derniers remparts face à l'individualisme exacerbé comme à la montée de l'extrême droite. C'est pourquoi nous continuerons en particulier à défendre les libertés associatives, face à toutes les tentatives de les atteindre, du contrat d'engagement républicain aux pressions sur les subventions.

ENGAGEMENT

Dès 2024, lancement des travaux préparatoires à la mise en mouvement du parlement de l'ESS confiés à un.e élu.e d'ESS France.

Faire mouvement, c'est porter une autre vision de l'entreprise

L'ESS ne doit pas rester à distance du débat sur la réforme de l'entreprise, mais au contraire s'en emparer et porter un nouveau paradigme économique. **L'ESS est l'avant-garde de l'économie de demain**, nos modèles doivent inspirer la réforme de l'entreprise: propriété collective, gouvernance démocratique, partage de la valeur, impact social et environnemental, développement du potentiel humain, etc.

Nous devons démontrer que l'ESS est la conclusion logique et nécessaire de toute démarche de RSE conséquente. La RSE ne doit pas simplement verdir la financiarisation du capitalisme, elle doit aboutir à la transformation de l'entreprise, de son modèle économique à sa gouvernance. Pour accroître notre capacité d'influence sur l'économie, nous devons d'abord renforcer les **partenariats entreprises conventionnelles-ESS** en nous appuyant sur les pratiques responsables (commande privée, inclusion, etc.), les innovations sociales (expérimentations), le mécénat (financier, en nature, de

compétences) et les coopérations économiques (offres communes). Nous devons aussi encourager la **conversion des sociétés de capitaux** dans l'ESS en proposant nos modèles susceptibles de les accueillir (coopératives, sociétés commerciales de l'ESS, fondations actionnaires, etc.).

Cette stratégie offensive nous amènera à contribuer activement aux chantiers ouverts par les pouvoirs publics sur la RSE et la réforme de l'entreprise. Nous ne devons plus rester à côté ou subir des décisions qui se prennent ailleurs, mais bien les orienter en démontrant la performance globale de nos modèles. **Ce combat, déterminé et positif, peut-être une formidable occasion de valoriser notre modèle, de rassembler nos forces et nos nombreux atouts.**

ENGAGEMENT

Publier un livre blanc promouvant les contrats de conversion des entreprises à l'ESS.

Faire mouvement, c'est changer d'échelle avec une loi de programmation de l'ESS

L'avis du Conseil supérieur de l'ESS a relevé que si la loi de 2014 a pleinement reconnu l'ESS, lui fournissant un cadre juridique qui recueille aujourd'hui un consensus large, tant en France qu'aux échelles européennes et internationales, elle ne s'est pas accompagnée de moyens financiers à la hauteur, en particulier les CRESS dont les missions pourtant reconnues par la loi ne sont assez pas reconnues financièrement. L'ESS n'a ainsi pas pu se développer. Pire, elle est systématiquement oubliée lors des remaniements ministériels ou de l'élaboration des grands plans, comme lors de la crise de la Covid-19 (plan d'urgence, plan de relance) ou plus récemment dans le plan « France 2030 ». Elle est même l'objet de coups de rabot incompréhensibles, comme l'a encore démontré le récent plan d'économies de l'État de 2 milliards d'euros dans les politiques d'insertion et de solidarité.

Face aux transitions que nos sociétés doivent relever, l'ESS ne peut plus se satisfaire d'une reconnaissance « de papier ».

Nous devons revendiquer l'adoption d'une loi de programmation permettant de fonder une véritable politique de l'ESS par le renforcement des politiques locales d'ESS, la consolidation des dispositifs de soutien, le développement des outils de financement, le déploiement d'une stratégie d'innovation sociale ou la création d'un fonds de conversion des entreprises privées vers les modèles d'ESS. Il est impératif de rénover l'intervention et le financement publics à destination de l'ESS.

Nous devons aussi porter la création d'un compte satellite de l'ESS pour mesurer les effets des politiques publiques sur son développement.

ENGAGEMENT

Centrer le plaidoyer d'ESS France sur la revendication d'une loi de programmation dès le projet de loi de finances 2025.

Faire mouvement, c'est conforter et développer les dynamiques locales

Les CRESS sont le bras armé du développement économique de l'ESS dans les territoires. Elles sont pleinement légitimes à réclamer un rôle de chambre de nature consulaire. Elles sont pourtant aujourd'hui sous-financées. Pour conforter le développement de l'ESS en région, le rôle des CRESS doit être reconnu au même titre que celui des CCI pour les entreprises conventionnelles.

Pour cela, comme les autres chambres consulaires, elles doivent structurer et développer de nouvelles missions d'accueil, d'information et d'orientation (AIO), d'ingénierie de coopération, mais aussi porter de véritables agences de développement économique de l'ESS. Le développement de l'ESS passera d'abord par la force de notre ancrage dans les territoires, au plus près des besoins des femmes et des hommes qui y vivent.

Un premier objectif serait d'atteindre 1000 ETP dans les CRESS.

Nous porterons une forte attention au développement d'une ESS ultra-marine en renforçant les moyens des CRESS qui sont aux avant-postes sans pourtant obtenir tout le soutien qu'elles mériteraient.

ENGAGEMENT

Proposer au gouvernement une expérimentation de la consularisation des CRESS sur 3 territoires pilotes.

Faire mouvement, c'est promouvoir une ESS à l'image de la société

Alors que notre société a plus que jamais besoin de (re)fabriquer du commun et de (re)tisser des liens, les militant.e.s de l'ESS portent des initiatives et des métiers qui sont au cœur de nos vies de chaque jour. Elles. ils sont des acteurs.rices de la solidarité, de l'égalité entre femmes et hommes, de la lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales comme territoriales. Ce sont des acteurs.rices de la fraternité dans l'accueil des migrants, dans la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et toute forme de discrimination. Ce sont aussi des acteurs.rices de la lutte contre le dérèglement climatique et pour la protection de la biodiversité, qui se battent pour une transition juste.

Force est de constater que les gouvernances de l'ESS ne sont pas toujours à l'image de ses combats. Il reste encore beaucoup à faire, notamment pour la parité et la diversité, malgré l'important travail réalisé par le Conseil supérieur de l'ESS. Nous partageons cet objectif: il doit s'inscrire dans des actes.

ENGAGEMENT

Ouvrir sans attendre un chantier sur la parité dans les gouvernances des organisations de l'ESS, dans le prolongement du projet européen *Collective Action for Parity In The Social Economy (CASPE)* dans lequel ESS France est engagée.

Faire mouvement, c'est porter un engagement et une diplomatie internationale de l'ESS

L'ESS est parvenue à **des niveaux inégalés de reconnaissance aux échelles européenne et internationale.** En Europe, le plan d'action de la Commission, suivi de la recommandation du Conseil, forment des leviers stratégiques pour le développement de l'ESS, comme nous l'avons vu à travers la reconstitution de la délégation ministérielle qui a pour mission d'élaborer une stratégie en faveur de l'ESS. Nous devons transformer l'essai avec la prochaine Commission pour que l'ESS porte le projet d'une Europe sociale.

La résolution adoptée par l'ONU le 18 avril 2023 a ouvert la voie à la **création d'une Internationale de l'ESS.** Il nous appartiendra de la rassembler lors du Forum

mondial de l'ESS de Bordeaux 2025 et de la faire rayonner puis de l'animer à travers la structuration du Centre international de l'ESS (CIDESS) pour d'une part accompagner la structuration de réseaux et le développement de politiques publiques d'ESS à l'international, et d'autre part renforcer la capacité d'influence de l'ESS tant dans la société civile mondiale qu'auprès des principales agences et institutions de financement.

ENGAGEMENT

Faire de 2025 l'année du lancement de la diplomatie internationale de l'ESS en désignant sans attendre un.e membre du bureau en charge de l'international.

UNE ÉQUIPE RASSEMBLÉE ET EFFICACE, POUR DIX VICTOIRES MAJEURES

Faire mouvement avec succès impose d'avoir une vision ambitieuse et combative de la vie d'ESS France, et du rôle de son président. Nous devons cliver positivement, **être offensifs en étant constructifs**, nous battre autour d'actions, d'innovations, d'idées et de solutions afin de réussir le croisement progressif des modèles d'entreprendre et de développement auxquels nous aspirons et que nous incarnons.

L'équipe ESS France

ESS France doit être un espace de débats autant que d'orientations, de décisions et de coordinations. C'est le lieu d'articulation entre le plaidoyer de chacun des mouvements, dont nous devons être solidaires pour en être collectivement la caisse de résonance, et celui de l'ESS dans son ensemble, afin de promouvoir un autre paradigme économique. Cela nous amènera à **poursuivre et amplifier l'animation de réseaux**, telle qu'elle a été mise en place, à deux niveaux, d'une part le réseau de CRESS qui nous permet d'asseoir notre ancrage territorial, et d'autre part les mouvements.

Afin d'accroître notre influence et notre place dans le débat public, nous devons renforcer l'observatoire porté par ESS France dans trois directions :

- Appuyer la création d'un **compte satellite de l'ESS par l'INSEE pour pallier l'absence de connaissance précise et de reconnaissance** sans équivoque de l'ESS.
- **Produire des études en lien avec le plaidoyer d'ESS France et promouvoir un pôle de recherche indépendant**, visant à renforcer les synergies entre les principaux réseaux et outils scientifiques de l'ESS (Addes, Recma, Ciriec-France, Riuess, inter-chaires, etc.). Nous défendrons la création d'une véritable politique de recherche interdisciplinaire sur l'ESS à travers le soutien aux chaires, réseaux, programmes, etc.
- **Construire des partenariats** avec les think tanks spécialisés (Labo de l'ESS, PLS, etc.) et généralistes (Fondation Jean-Jaurès, etc.), renforcer l'observatoire ESS France, afin d'accroître l'influence de l'ESS dans le débat public.

Face à l'urgence climatique et écologique, nous devons affirmer que l'ESS est le cadre d'action privilégié pour porter une transition juste en nous appuyant particulièrement sur le scénario 2 de l'ADEME sur les coopérations territoriales. Nous développerons ainsi le **pôle de transition écologique et d'économie circulaire** d'ESS France pour renforcer nos études et notre plaidoyer dans ce domaine, en lien avec l'Observatoire et les CRESS.

Enfin, nous ferons d'ESS France un **outil de développement économique en lien avec les CRESS** pour mieux accompagner la création d'activités dans l'ESS, structurer des filières émergentes et renforcer l'ingénierie de coopération pour développer les polarisations territoriales de l'ESS.

Pour mener à bien ces chantiers et pour sécuriser économiquement la structure ESS France, nous irons chercher de nouvelles ressources pluriannuelles, tant auprès des acteurs publics que par le développement de formations ou de prestations d'étude, de conseil ou d'accompagnement.

Dans cette perspective, l'exécutif d'ESS France sera conçu comme un véritable **gouvernement de l'ESS**, qui nous permettra de porter nos orientations collectives et d'organiser la répartition des actions et des prises de parole collective. **À la tête d'ESS France doit être mise en place une équipe dirigeante paritaire et représentative de la diversité des hommes et des femmes engagé.e.s**, des générations, des familles de l'ESS et des territoires, une équipe qui définira et portera ensemble les chantiers de la nouvelle mandature. Nous structurerons ainsi un collectif dans lequel la place de chacun.e sera respectée, les responsabilités seront clairement distribuées et nous organiserons un porte-parolat puissant qui démultipliera notre impact.

Obtenir, rassemblés, dix victoires majeures

Partant de notre projet partagé, je propose à tous les acteurs de l'ESS d'identifier dix combats majeurs, qui seront autant de victoires à obtenir ensemble. Des chantiers phares mobilisateurs et identifiants, qui nous rassembleront et nous incarneront.

1. Faire voter une loi de programmation pour changer d'échelle

Nous porterons la revendication d'une loi de programmation permettant de fonder une véritable politique de l'ESS autour de cinq axes :

- **Le renforcement des politiques locales d'ESS :** rappel de l'obligation d'élaboration de stratégies régionales d'ESS (impliquant les départements et les EPCI (établissement public de coopération intercommunale) et concernant toutes les politiques publiques, pas seulement les SRDE2I (schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation), financement des CRESS, renforcement et pérennisation du soutien aux PTCE (pôles territoriaux de coopération économique), etc.
- **La consolidation des dispositifs de soutien à l'ESS :** diffusion et renforcement des SPASER, développement de la finance solidaire (collecte, thèse d'investissement, etc.), soutien aux monnaies locales, etc.
- **Le développement des outils de financement :** un mandat sur l'ESS doit être donné à BPI-France, les instruments de la CDC doivent être évalués et développés. (Quid de la Banque des Territoires de la CDC?).
- **Le déploiement d'une stratégie d'innovation sociale** en lien avec la planification écologique: mise en place d'un crédit d'impôt « innovation sociale », au même titre que le crédit d'impôt recherche, création de fonds d'innovation sociale, etc.
- **La création d'un fonds de conversion des entreprises** privées vers les modèles de l'ESS.

L'accès des acteurs de l'ESS au plan « France 2030 » devra en outre être renforcé. Alors que ses priorités croisent les secteurs dans lesquels l'ESS est très présente, elle en est largement exclue à ce stade. L'accès aux fonds européens devra être facilité, en particulier pour le FSE+(Fonds Social Européen doté de près de 100 milliards pour la période 2021-2027) mais aussi le FEDER par exemple, en levant les obstacles aux différentes phases (identification, montage du projet, financement, contrôle). Cela nous amènera à soutenir la constitution de consortiums européens pour certains projets et à travailler des dispositifs d'avance de trésorerie. Enfin, nous soutiendrons l'initiative « 1 milliard pour une transition juste ».

Les effets de cet effort de financement devront être mesurés à travers la création d'un compte satellite de l'ESS par l'INSEE, qui permettra de présenter, de suivre et d'analyser les données économiques relatives à l'ESS.

2. Bâtir une diplomatie internationale qui porte haut une voie alternative

Nous devons, en lien avec Social Economy Europe, obtenir de la prochaine commission qu'elle intègre l'ESS à ses orientations, nomme un commissaire dont l'intitulé du portefeuille intègre explicitement la mention à l'ESS et associe un financement à son plan d'action. Nous porterons le projet d'une Europe sociale en faisant aboutir le projet de directive sur les associations transfrontalières européennes pour faire reconnaître le principe de non-lucrativité et en portant des combats (directive sur la présomption de salariat des travailleurs des plateformes, garantie d'emploi territorialisée). Nous devons enfin encourager les coopérations transfrontalières pour le développement économique de l'ESS, comme ESS France l'a fait déjà ces derniers mois avec l'Espagne.

ESS France s'investira fortement dans la diplomatie internationale de l'ESS, en lien avec le GSEF (Forum Global de l'économie Sociale et Solidaire), ESS Forum International et le RIPESS, en se mobilisant sur le Forum mondial de l'ESS de Bordeaux 2025, qui constituera une étape essentielle de la mise en œuvre de la feuille de route onusienne. Nous devons également structurer le Centre international de développement de l'ESS (CIDESS) pour d'une part accompagner la structuration de réseaux et le développement de politiques publiques d'ESS à l'international, et d'autre part renforcer la capacité d'influence de l'ESS tant dans la société civile mondiale qu'auprès des principales agences et institutions de financement. Nous travaillerons, en lien notamment avec l'AFD (Agence Française du Développement), au développement de l'ESS ultra-marine en mobilisant le levier de la commande publique, en concourant à la transition écologique (autonomie énergétique, énergie citoyenne, économie circulaire, etc.) et en structurant des filières de l'ESS (alimentation, tourisme, etc.).

3. Gagner la bataille des idées

Nous mènerons la bataille des idées en faveur de l'ESS en articulant la valorisation des solutions que nous mettons en œuvre et les propositions que nous portons dans le débat public. Nous devons pour cela d'abord accroître la légitimité de l'ESS dans le champ académique, ce qui nous amènera à structurer et soutenir un pôle de recherche au sein d'ESS France qui, tout en préservant leur indépendance, associera les outils et réseaux scientifiques de l'ESS (Recma, Adde, Ciriéc-France, RIUESS, inter-chaires, etc.).

Nous construirons également des partenariats avec les think tanks spécialisés de l'ESS (Labo de l'ESS, PLS, etc.) et les think tank généralistes (Fondation Jean-Jaurès) pour porter certains de nos chantiers et les inscrire dans le débat public. ESS France doit être capable de traduire son projet de société dans un travail programmatique formulant des propositions pour alimenter le débat public.

Enfin, nous accompagnerons les CRESS qui veulent elles aussi participer à des travaux de recherche.

4. Savoir partager des imaginaires identifiants et enthousiasmants

À la bataille des idées doit correspondre une bataille des imaginaires. Alors que les médias font l'objet d'une offensive idéologique de quelques grandes fortunes, nous devons construire de nouvelles alliances avec la presse. Cela passe d'abord par des partenariats avec les médias qui, dans le prolongement de la charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique, souhaitent faire connaître les initiatives en faveur d'une économie soutenable et particulièrement les solutions mises en œuvre par l'ESS. Il faut ensuite encourager, fédérer et soutenir la presse indépendante et démocratique qui bien souvent appartient, par ses statuts, à l'ESS (associations, coopératives, fondations, sociétés commerciales de l'ESS).

Cette bataille des imaginaires passera également par la mobilisation des acteurs culturels, parmi lesquels l'ESS est fortement représentée. Nous porterons un projet de festival des cultures sociales et solidaires où tous les arts seront convoqués pour donner corps à la célèbre phrase d'Eluard « Il y a un autre monde, mais il est dans celui-ci » : littérature, BD, théâtre, films, peinture, sculpture, danse, arts de la rue, etc.

5. Conforter et construire des filières émergentes pour « ESSiser » l'économie

ESS France doit renforcer son action en faveur du développement économique de l'ESS, dans le prolongement des notes d'opportunité pour une ESSisation de l'économie. Des filières émergentes ont déjà fait l'objet de travaux, comme le vélo, le textile, les médias ou le BTP. ESS France vient de participer au lancement d'une première filière ESS avec l'union pour le réemploi solidaire. Nous devons poursuivre ce travail de veille et d'analyse et structurer ces filières en lien avec le renforcement des CRESS, la mobilisation des grandes structures de l'ESS (mutuelles, coopératives, fondations etc.) et les coopérations avec les acteurs publics.

6. Créer des indicateurs différents et spécifiques qui disent une autre économie et une autre vie

Alors que les pouvoirs publics, à toutes les échelles, promeuvent de plus en plus fortement la conception et la diffusion de mesures d'impact social, ESS France ouvrira un chantier sur ce sujet, en lien avec l'Avisé, afin de contribuer à la définition des référentiels qui s'imposeront demain à tous. Cela nous permettra de faire prendre en compte les spécificités de nos organisations, de défendre nos revendications en faveur du financement de l'ESS et de nous différencier vis-à-vis du secteur privé.

Nous construirons également des partenariats avec la recherche afin d'élaborer de nouveaux indicateurs de richesse, alternatifs au PIB, qui nous permettront de mieux prendre en compte la contribution de l'ESS en matière économique, sociale, écologique et démocratique.

7. Faire émerger et porter d'autres modèles pour changer l'entreprise

Dans le bouillonnement de la réforme de l'entreprise, l'ESS doit porter d'autres modèles pouvant inspirer les décideurs publics comme les porteurs de projet. Nous rassemblerons et confronterons les différentes initiatives dans ce domaine : Licoornes, entreprises à impact, Esop coopératif, fondations actionnaires, etc. ESS France formulera ainsi non seulement des propositions en faveur de la réforme de l'entreprise (gouvernance démocratique, partage de la valeur, etc.), mais aussi en faveur de sa conversion vers les modèles de l'ESS.

Alors que les gouvernances de l'ESS concernent historiquement les bénéficiaires de l'activité, nous ouvrirons un chantier sur la question du travail pour traiter de la place des salarié.e.s dans les gouvernances, de la qualité du dialogue social et du management dans l'ESS, ainsi que des écarts de salaires et du partage de la valeur. Nous promouvoir les expérimentations en cours et encouragerons de nouvelles expérimentations pour que l'ESS soit pionnière dans l'objectif de démocratisation du travail, tel qu'il a été porté notamment par les Scop. Nous défendrons également dans ce cadre des mesures en faveur de l'attractivité des métiers de la cohésion sociale pour en faire une grande cause nationale. C'est bien en étant exemplaire dans nos pratiques que nous renforcerons la crédibilité de l'ESS auprès des pouvoirs publics.

8. Créer une marque ESS qui s'appuie sur le dynamisme de la consommation responsable

ESS France portera une plateforme de marque pour l'ESS en s'inspirant de l'exemple des expérimentations portées par certaines CRESS. Cela nous permettra de créer un socle de valeurs identitaires fédérateur en s'appuyant sur l'appartenance à l'ESS et le guide d'amélioration continue des bonnes pratiques. Nous profiterons ainsi de l'essor de la consommation responsable pour d'une part mieux nous identifier auprès des citoyens et, d'autre part encourager les acteurs à revendiquer leur inscription dans l'ESS.

9. Construire des coopérations locales pour faire émerger de nouveaux modèles

Nous porterons l'objectif d'atteindre 1000 salarié.e.s dans les CRESS grâce à un financement structurant. Ces moyens nous permettront d'organiser une mission d'accueil, d'information et d'orientation (AIO) pour répondre aux besoins des acteurs, participer à l'animation de l'écosystème d'accompagnement, garantir une couverture territoriale et produire des analyses sur les modèles économiques des entreprises et des

porteurs de projets. Nous pourrons aussi porter des agences de développement économique de l'ESS pour identifier et soutenir les entreprises en difficulté, favoriser l'accès au foncier, structurer et animer des clusters, soutenir l'innovation, etc.

Nous intégrerons également l'ingénierie de coopération aux missions des CRESS pour soutenir les démarches de responsabilité territoriale des entreprises (PTCE, etc.), la structuration de filières ou la constitution de consortiums économiques pour répondre à des marchés. L'intercoopération sera au cœur de ces stratégies en mobilisant tout particulièrement les grandes structures de l'ESS (mutuelles, coopératives, fondations, etc.) qui doivent davantage encore s'engager en faveur du développement de l'ESS dans les territoires à partir d'une combinaison de pratiques responsables, d'innovations sociales, de mécénat et de coopérations économiques. Nous devons développer un « réflexe ESS » entre nous pour la fourniture de biens et de services. ESS France sera un agrégateur de compétences et d'expertises de l'ESS pour favoriser des hybridations fécondes entre les acteurs.

Un chantier sera ouvert avec les CRESS pour envisager une forme moderne de « consularité » qui leur assure des moyens pérennes pour l'accomplissement de leurs missions et leur reconnaissance comme interlocuteur légitime des pouvoirs publics. Plus largement, nous renforcerons la place des CRESS dans les écosystèmes d'accompagnement des entreprises à l'échelle locale en renforçant les partenariats avec les chambres consulaires (CCI, CMA, CA), les réseaux d'entreprises et les différents outils (pépinières, incubateurs, etc.).

10. Préparer la relève générationnelle de l'ESS en mobilisant l'engagement des jeunes

Nous devons préparer la relève générationnelle de l'ESS, en offrant des débouchés positifs aux jeunes qui s'engagent, notamment celles et ceux qui aspirent à des changements radicaux en faveur des grandes causes : urgence écologique, la lutte contre la grande pauvreté, pour l'accueil des migrants, pour l'égalité femmes/hommes, etc. Nous nous rapprocherons des mouvements de jeunesse, du CJDES, et élaborerons **des parcours d'accueil militant**, renforcerons **l'éducation populaire** au sein de nos organisations.

Pour porter la démarche, ESS France créera une académie de l'ESS qui fera émerger cette nouvelle génération, la formera et créera une communauté durable d'engagement entre les différents mouvements de l'ESS. Nous porterons plus largement la sensibilisation à l'ESS dans les programmes scolaires et les formations universitaires comme dans tous les dispositifs d'accompagnement de l'engagement des jeunes, qu'ils concernent l'entrepreneuriat étudiant ou la vie associative.